

Ce numéro de *Diasporiques* paraît au moment du cinquantenaire des événements de Mai 68. Nous nous devons de nous interroger sur le parallélisme entre les lourdeurs institutionnelles de la France à cette époque et de l'Europe aujourd'hui. Nous sommes reconnaissants à Alain Geismar de nous apporter son témoignage sur ce qu'on peut retenir de divers aspects des heures fécondes dont il a été un acteur essentiel et de nous dire ce qu'il pense du rôle de la jeunesse au sujet de l'évolution en cours de l'Union européenne.

L'improbable reproduction de Mai 68 à l'échelle de l'Europe

Un entretien avec Alain Geismar

PREMIÈRE PARTIE : QUE RESTE-T-IL DE NOS AMOURS ?

Alain Geismar,
acteur-clé

comme on sait de Mai 68, est inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale. Dernier ouvrage paru : *Mon Mai 1968*, Perrin, 2008.

DES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS EN CRISE

Philippe Lazar : Comment vous êtes-vous lancé dans toute cette affaire en 1968 ? Mon souvenir associe trois noms : ceux de Jacques Sauvageot, hélas récemment disparu¹, de Daniel Cohn-Bendit et bien sûr le vôtre. Comment tout cela a-t-il commencé, comment vous êtes-vous connus ?

Alain Geismar : J'étais à l'époque, depuis 1967, Secrétaire général du syndicat national de l'enseignement supérieur, le SNESUP, après en avoir été l'un des responsables pendant plusieurs années ; il était donc normal que j'aie des relations avec le vice-président de l'UNEF, Jacques Sauvageot. Celui-ci faisait fonction de président par intérim d'une organisation

alors en très grande difficulté, en fait en crise permanente. Dijonnais, étudiant en esthétique, il s'était retrouvé à ce poste presque sans l'avoir voulu, dans une UNEF qui consommait presque autant de présidents qu'il y a de trimestres dans l'année...

P.L. : Pourquoi cette instabilité ?

A.G. : Alors que cette organisation avait été très importante pour ne pas dire hégémonique pendant la guerre d'Algérie, elle s'était trouvée prise, à la suite des répercussions lointaines du rapport Khrouchtchev de 1956, dans toutes les contradictions de la gauche étudiante de l'époque, de la crise des étudiants communistes eux-mêmes en conflit avec le parti communiste. Réémergeaient alors des groupes trotskistes dont on pensait

¹ Le 28 octobre 2017.

qu'ils n'avaient plus guère de sens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale mais qui retrouvaient une visibilité du fait de la crise des partis communistes européens. Et aussi de celle du Parti socialiste unifié, le PSU, qui, ayant perdu l'aura que sa lutte contre la guerre d'Algérie lui avait conférée, ne savait plus très bien, lui non plus, « où il habitait ». La gauche étudiante qui dirigeait l'UNEF depuis des années était à la fois en ébullition et complètement fracturée.

P.L. : L'UNEF était à majorité communiste à cette époque ?

A.G. : Pas du tout, elle était plus proche du PSU.

P.L. : Les étudiants communistes n'en faisant pas partie alors ?

A.G. : Si bien sûr ! L'UNEF n'était pas un cartel, tous les étudiants de gauche, dans leur extrême diversité, en étaient membres ; les étudiants de droite avaient quitté cette organisation au moment de la guerre d'Algérie, à la fin des années 50.

« NANTERRE-LA-FOLIE² » ET COHN-BENDIT

P.L. : Qu'en est-il de votre rapprochement avec Daniel Cohn-Bendit ?

A.G. : Ce n'est que le 4 ou 5 mai 1968 que je l'ai rencontré. Je connaissais bien sûr son existence, il défrayait déjà la chronique au travers de l'effervescence de Nanterre, cette faculté qui avait été créée pour désengorger la Sorbonne mais aussi pour éloigner de Paris des étudiants potentiellement trop turbulents...



P.L. : C'est bien lui, le Mouvement du 22 mars ?

A.G. : Oui bien sûr, il avait réussi à fédérer tout ce que la gauche – à l'exception des communistes – comptait comme étudiants à Nanterre alors même qu'elle était profondément divisée et que ses diverses composantes passaient plus de temps à se battre entre elles qu'à agir en commun. Il avait réussi à les réunir dans l'action, au-delà des querelles idéologiques entre les anarchistes et les variantes trostkistes ; contrairement à l'image qu'on a de lui ou qu'on avait de lui à l'époque, c'était avant tout un rassembleur !

P.L. : Si j'ose un anachronisme, il donnait ainsi corps à un bel exemple de ce que nous appelons, aujourd'hui l'interconvictionnalité³ !

A.G. : Oui si cela veut dire permettre à des personnes de convictions différentes mais partageant néanmoins un certain nombre de valeurs d'agir ensemble ! Et cela

Alain Geismar :
« Contrairement à l'image qu'on a de Cohn-Bendit ou qu'on avait de lui à l'époque, c'était avant tout un rassembleur ! ».

² C'est le nom de la gare de Nanterre !

³ Voir dans ce numéro p. 8-21.

contre l'in vraisemblable degré de conservatisme qui était à l'époque celui de l'Université. J'étais physicien, constatant avec stupeur qu'on n'enseignait la relativité et la mécanique quantique qu'à l'orée du troisième cycle. Je me souviens encore de mes classes de mathématiques supérieures ou spéciales où le fin du fin était de comprendre l'équilibre de la balance... Chez les littéraires, à la Sorbonne, Shakespeare s'enseignait essentiellement en français ! Et quand un professeur entrait dans son amphithéâtre à la faculté de Droit, il était précédé par un huissier à chaîne qui annonçait : « Monsieur le professeur » et tout l'amphi se levait... Le nombre des étudiants avait triplé entre 1958 et 1968, on savait depuis une décennie qu'une telle augmentation allait se produire du fait du *baby-boom*. Si l'on comprend que les écoles primaires aient pu être prises au dépourvu par ce phénomène, il ne pouvait en être de même au niveau universitaire ; et pourtant rien n'avait été préparé pour lui faire face. L'Université était ainsi bousculée par le nombre comme par les grands courants idéologiques de l'époque et notamment par la crise du mouvement communiste : le parti communiste avait encore alors un poids très important parmi les intellectuels...

P.L. : Les *Lettres françaises* et Aragon faisaient la loi dans les milieux littéraires...

A.G. : Oui, mais pas toute la loi, il y avait également *Les Temps Modernes* ou *Esprit*, et aussi *Tel Quel* : commençaient à émerger les mouvements qu'on a appelés ultérieurement structuralistes. Et puis il ne faut

pas oublier qu'il y avait eu, juste avant Mai 68, le Printemps de Prague...

P.L. : Le souvenir de la Hongrie aussi peut-être ?

A.G. : Moins, parce que c'était une douzaine d'années avant, c'est-à-dire, pour des étudiants, l'antiquité !

P.L. : Vous rencontrez donc Daniel Cohn-Bendit vers le 4 mai ?

A.G. : Oui, on craint alors qu'il soit expulsé car il avait conservé la nationalité allemande bien que né à Montauban de parents juifs allemands réfugiés en France. Peut-être était-il impossible à l'époque, pour les Allemands, d'être binationaux. J'avais la naïveté de penser que la police ne pénétrerait pas à l'intérieur des locaux syndicaux et j'ai donc proposé à Dany de l'abriter dans le local du SNESUP de la rue Monsieur-le-Prince, où il a effectivement passé plusieurs journées. Et là bien sûr nous avons eu des discussions sympathiques et approfondies alors qu'au départ j'avais trouvé un peu excessive pour ne pas dire plus la façon dont il se comportait à Nanterre : j'étais encore à l'époque un universitaire relativement classique même si je m'intéressais fort au mouvement qui était en train de naître...

P.L. : Cohn-Bendit était ce qu'on peut appeler un leader charismatique ?

A.G. : Absolument ! Et puis il était capable d'interpeller des gens comme Missoffe, alors ministre de la Jeunesse et des Sports, sur la sexualité des jeunes : ce n'était pas évident alors de faire ça à l'époque, quand on a 18 ans !

P.L. : Et s'agissant de vous-même ?

A.G. : Le texte d'orientation sur lequel j'avais été élu secrétaire général du SNESUP (contre un candidat de l'aile orthodoxe du PC) avait pour titre : « Pour une petite révolution culturelle à l'université » ! « Petite » voulait bien sûr marquer avec humour notre distance vis-à-vis de la révolution maoïste mais nous étions convaincus que l'Université allait droit dans le mur si elle n'était pas capable de se réformer en profondeur. Une Université des mandarins, où les étudiants et les jeunes enseignants n'avaient pas voix au chapitre ; le doyen de la faculté des sciences pouvait alors se permettre de dire : « On n'a jamais vu un Grand Magasin dirigé par ses clients ! ». Outre le fait qu'il n'avait manifestement pas compris ce qu'était le marketing moderne, il n'avait pas non plus perçu que, si l'on n'écoutait pas les étudiants, on risquait d'avoir de grandes difficultés à faire fonctionner les universités dans les mois et les années à venir.

P.L. : Mais comment se fait-il que l'Université, si longtemps après l'époque du Front populaire, n'ait toujours pas compris le message qui s'était traduit à l'époque par la création sans elle, voire contre elle, de la Caisse nationale de la recherche scientifique, qui allait devenir peu après le CNRS ?

A.G. : L'Université reposait encore à l'époque sur des bases cléricales. La Sorbonne s'était progressivement agrégé une École de Médecine mais elle avait maintenu sa séparation verticale entre une faculté des Lettres, une faculté des Sciences une faculté de

Un état d'esprit révélateur

La tradition voulait que le Secrétaire général du SNESUP nouvellement élu aille se présenter au doyen de la faculté des Lettres. Le doyen Dury m'accueillit fort courtoisement, je ne sais plus quelles banalités nous avons échangées mais je me souviens qu'à la fin de notre entretien il m'a tendu quelques billets dont il disposait pour la Comédie-Française en me disant « Tenez, je pense que cela peut vous intéresser » – c'est l'image qu'il avait du syndicalisme ! D'un syndicalisme bien tempéré en quelque sorte !

Droit, une faculté de Médecine... En son temps Napoléon avait déjà parfaitement compris que, ayant besoin d'ingénieurs capables de construire rapidement des ponts ou de pointer de façon efficace des pièces d'artillerie, il lui fallait créer des Grandes écoles en dehors de l'Université ! Même chose bien sûr, s'agissant ultérieurement de la création du CNRS, que vous avez évoquée, l'Université était toujours incapable de faire autre chose que de continuer à vivre sur ses traditions, avec ses toges, des toges devenues républicaines mais restées des toges !

L'ESSOR DE LA CONTESTATION

P.L. : c'est donc avec en arrière-plan ce champ si je puis dire de ruines que vous vous associez avec Sauvageot et Cohn-Bendit...

A.G. : Le soir du 3 mai, le recteur Roche s'affole et autorise la police (ou les appelle, on n'a jamais su exactement ce qui s'était passé – les archives commencent à s'ouvrir, on en saura plus dans peu de temps) à entrer dans la Sorbonne. Elle y arrête Jacques Sauvageot et les étudiants de Nanterre qui s'y étaient réfugiés

La présence des journalistes étrangers

Autre élément du contexte, non négligeable : on discutait alors à Paris, entre les Américains, les Vietnamiens du Nord et les Vietnamiens du Sud, des conditions de l'arrêt de la guerre du Vietnam, ce qui avait fait affluer vers la capitale de très nombreux journalistes du monde entier. Or ceux-ci ne voyaient rien sortir de ces négociations entre Henry Kissinger et Lê Duc Tho – aucune fumée blanche ! – et, du coup, ils étaient particulièrement heureux d'avoir à se mettre sous la dent les choses étonnantes qui se passaient au Quartier latin...

après la fermeture de cette université par le doyen Pierre Grappin. J'essaie de prendre contact avec le ministre en tant que syndicaliste : c'était tout à fait normal puisque la police n'avait pas pénétré dans des locaux universitaires depuis que l'avait fait la police allemande en 1942. Aucune réponse de la rue de Grenelle. J'apprends qu'il y a une réunion dans les locaux de l'École normale supérieure, je m'y rends après avoir appelé à la grève générale dans les universités. Sauvageot est relâché dans la nuit.

La grève s'étend à toute la province. Le mouvement se développe pour aboutir, le 9 mai, à « la nuit des barricades », ces barricades qui avaient été établies pour résister aux charges attendues de la police. Ce sont là les images qui vont être largement diffusées de Mai 68 et qui ont fait le tour du monde. Au petit matin du 10 mai, la Fédération de l'éducation nationale, la FEN, me récupère ; son secrétaire général, James Marangé m'emmène à la Bourse du travail où siègent tous les syndicats, décidés à lancer eux-mêmes un mouvement de grève. On me demande d'être le porte-parole de cette décision vis-à-vis de la presse. J'exige que les dirigeants politiques ne soient pas en

tête de la grande manifestation prévue le 13 mai et j'obtiens que ce soit Sauvageot, Cohn-Bendit et moi. Pas évident car les communistes ne voulaient pas de Cohn-Bendit, « l'anarchiste allemand » que Georges Marchais avait dénoncé dans l'Humanité (pendant que Minute s'en prenait, lui, au « Juif allemand »). Cohn-Bendit rendra aux communistes la monnaie de leur pièce en déclarant son grand plaisir d'avoir défilé en tête de la manifestation, « devant les crapules stalinienne » ! Plus des deux tiers des Parisiens approuvent l'action des étudiants selon un sondage. En réalité participent alors aux manifestations presque autant de jeunes ouvriers que de jeunes étudiants, les arrestations en témoignent. Et les grandes grèves ouvrières commencent juste après.

LA REPRISE EN MAINS

P.L. : Quand peut-on considérer que prend fin le mouvement ?

A.G. : Il se termine en fait quand la CGT et le PC parviennent à reprendre en main les grévistes et qu'interviennent les accords de Grenelle de la fin mai : une augmentation de 32 % du SMIG et du salaire moyen de l'ordre de 9 % ; l'acceptation des sections syndicales d'entreprise ; etc. – toute une série de choses dont on pouvait difficilement imaginer qu'elles allaient se produire ! Et malgré cela, quand Georges Séguéy vient présenter les résultats des discussions de Grenelle chez Renault, il se fait siffler parce que les ouvriers pensaient qu'on pouvait aller beaucoup plus loin...

P.L. : Il y a aussi la manifestation gaulliste sur les Champs-Élysées le 30 mai...

A.G. : Bien sûr, mais ce n'est pas du tout le discours du général de Gaulle qui l'enclenche, il ne fait que l'accompagner ; la reprise en mains était en fait préparée de longue date par les « CDR », les « SAC » et autres officines de l'appareil gaulliste semi-clandestin constitué autour du Général contre l'OAS. Et c'est aussi le moment, il ne faut pas l'oublier, où De Gaulle est allé faire un petit tour à Baden-Baden pour discuter avec Massu, pour se rabibocher avec l'extrême-droite, amnistier les généraux félons du putsch d'Alger. Le général Morillon révélera ultérieurement qu'il avait reçu l'ordre de marcher sur Paris, un ordre qui ne fut annulé qu'au dernier moment.

Et n'oublions pas non plus la manifestation du stade Charléty, trois jours avant, le 27 mai, et la présence de Pierre Mendès France à la tribune.

P.L. : Pourquoi celui-ci a-t-il refusé de prendre la parole ?

A.G. : Impossible de parler à sa place mais je ne crois pas qu'il ait « refusé » de le faire. Il voulait simplement être là, témoigner de son adhésion à ce mouvement de la jeunesse, de son opposition à de Gaulle et à la V^e République. C'est un fait que c'est l'homme politique qui s'est le plus rapproché du mouvement contestataire. Ensuite, mais cette fois à droite, celui qui a le mieux compris l'importance et l'intensité du mouvement qui s'était produit n'est autre que Giscard d'Estaing. Il en a tiré les conséquences lorsqu'il est devenu six ans plus tard

Le rôle du préfet Grimaud

A.G. : Les pouvoirs publics étaient à l'époque dans un état de forte impréparation vis-à-vis de la situation. Les archives en cours d'ouverture confirment que les Renseignements généraux n'avaient aucune information pertinente sur ce qui pouvait se passer de ce point de vue, polarisés qu'ils étaient par la guerre froide, les espions soviétiques et l'OAS. Le préfet de Police pendant les événements de Mai, Maurice Grimaud, avait une relation privilégiée avec l'Élysée parce que, dans les années 60, il avait été directeur général de la police avec pour principale mission d'éviter que de Gaulle soit assassiné. Il savait ce qu'étaient le fascisme et l'OAS ! Quand les premières manifestations ont commencé à Paris, vers le 4-5 mai, il m'a appelé au siège du SNESUP pour me dire qu'il faudrait qu'on ait les moyens de communiquer pour éviter qu'il se passe des choses trop graves. Un « anarchiste allemand » était sûrement quelqu'un de peu fréquentable pour la police mais tel n'était pas le cas pour le Secrétaire général d'un syndicat universitaire ! J'ai été assez surpris de cet appel parce que j'avais, moi, le souvenir de Charonne et que la police était donc à mes yeux peu fréquentable ! Je lui ai répondu que nous n'avions qu'une ligne téléphonique et que, compte tenu des événements en cours, il avait peu de chances de pouvoir m'atteindre. Le soir même une autre ligne était posée au local sans qu'on m'en communique le numéro mais qui permettait effectivement d'établir une liaison.

P.L. : Maurice Grimaud a donc essayé d'éviter le pire. Il n'y a quand même pas eu mort d'hommes en mai 68 ?

A.G. : Ce n'est pas tout à fait exact : je crois qu'il y en a eu au total quatre ou cinq, dans des circonstances très diverses, dont certaines sans doute accidentelles. Mais il est vrai qu'il y avait de la part de Grimaud une incontestable volonté de limiter au maximum les dégâts dits collatéraux, et qu'il y est parvenu.

président de la République. Il avait bien compris que si l'on n'arrivait pas à réintégrer des gens qui étaient devenus des « immigrés de l'intérieur » – la classe ouvrière, les étudiants, les jeunes, etc. – la situation ne pouvait que redevenir chaotique. D'où la majorité à 18 ans, l'interruption volontaire de grossesse, etc.

SECONDE PARTIE : UN « MAI 18 » EN EUROPE ?

P.L. : On dit que l'IVG ce n'est pas lui mais plutôt Pompidou qui en avait préparé l'adoption sans avoir eu le temps de la mettre en œuvre ?

A.G. : Peut-être mais c'est quand même Giscard qui a appelé Simone Veil pour la faire adopter ! C'était là l'une des suites logiques de Mai 68 : les leaders visibles du mouvement étaient des hommes mais il y avait évidemment beaucoup de femmes dans la rue ! Il était temps que la situation, là aussi, change radicalement mais il avait fallu attendre 1970 et le MLF pour qu'il s'amorce !

P.L. : Compte tenu de votre expérience personnelle, il faut le dire exceptionnelle, pensez-vous qu'on soit aujourd'hui en situation d'essayer de lutter contre la lourdeur de l'institution européenne, qui vaut bien celle de notre pays en 1968 ?

A.G. : J'ai quelques restes de formation scientifique qui m'empêchent de lire dans le marc de café ! J'ai pratiqué les institutions européennes quand j'étais au cabinet de Pierre Moscovici, alors ministre des Affaires européennes à l'époque de la présidence française. J'ai ainsi accompagné le ministre des Affaires sociales à Bruxelles et à Luxembourg. J'ai alors pu voir de l'intérieur comment tout cela fonctionnait. J'essaie d'être réaliste : quand sont réunis de nombreux pays, il faut bien que chacun s'y retrouve ! Chaque discussion donne donc lieu à d'interminables traductions, orales et écrites, ce qui induit, au sein de l'Europe telle qu'elle s'est

construite, en plus de la bureaucratie institutionnelle, d'inévitables lourdeurs. Et pourtant, comme le disait Galilée, elle tourne ! Et il n'est pas toujours facile pour un pays d'abandonner une part de sa souveraineté. Je me souviens de l'intervention d'un délégué irlandais expliquant à ses collègues que son pays sortait de nombre d'années d'affrontements violents, avec des centaines de morts, que les hôpitaux et les écoles, chez lui, étaient majoritairement détenus par des congrégations et que, s'il signait le texte alors proposé sur le respect de la laïcité dans ces institutions, il relancerait la guerre civile en Irlande. Cela fait réfléchir aux idées trop simples, aux projets intellectuellement séduisants mais de fait inapplicables à l'échelle d'une Europe certes « unie » mais « dans la diversité », selon sa devise.

On dit aussi que l'élargissement de l'Union a été une erreur parce que rassemblant des pays de cultures trop différentes. J'en reste pour ma part à l'idée que c'eût été une erreur de fermer la porte aux pays sortis du carcan soviétique, aspirés par l'idée de la liberté telle qu'elle fonctionne dans l'Europe qu'ils ont rejointe, au prétexte fallacieux qu'ils n'auraient pas été capables d'adopter en quelques mois les principes démocratiques que d'autres avaient mis des décennies voire des siècles à élaborer. J'ai découvert que l'Europe marchait en crabe, qu'il fallait accepter le temps long, que la division du continent était un fait historique et qu'on ne manipule pas l'histoire comme un stylo sur une feuille de papier. Je suis

donc extrêmement méfiant vis-à-vis de toutes les théories proposant hors sol une Europe miraculeuse et en réalité hors d'atteinte.

P.L. : La France d'avant 68 fonctionnait, elle aussi mais elle n'a quand même plus fonctionné de la même façon après ! Nous avons interviewé un groupe de quatre responsables de mouvements européens de jeunesse³ qui nous ont dit très clairement qu'il n'était pas question pour eux de descendre dans la rue, même si l'une d'entre eux nous a confié qu'elle en serait heureuse ! Ils sont tous conscients des lourdeurs que vous évoquez mais absolument pas au point d'avoir la moindre ardeur révolutionnaire du type de celle qui vous animait en 1968. Il semble donc bien qu'on ne puisse pas compter sur un élan de la jeunesse européenne pour faire évoluer le système actuel – en tout cas pas de celle qui a décidé de jouer le jeu des institutions européennes en tentant de les faire évoluer de l'intérieur.

A.G. : Certes ! Je ne dis pas que des mouvements exceptionnels ne peuvent pas produire des avancées considérées comme impensables à moment donné. Si un mouvement surgit dans la jeunesse qui permette d'accélérer, j'en serai bien sûr le premier ravi mais, pour le moment, je ne le vois effectivement pas venir. Et dans cette attente il ne faut pas prendre le risque de casser des mécanismes qui, bon an mal an, fonctionnent quand même et permettent aux Européens de vivre en paix – une situation exceptionnellement heureuse par rapport à tant de pays dans le monde et à l'histoire européenne elle-même.

UNE IDÉE POTENTIELLEMENT MOBILISATRICE

P.L. : Nous ne pouvons que prendre acte de ces paroles de grande sagesse ! Je continue néanmoins d'un mot parce que j'ai personnellement émis une hypothèse et je l'ai évoquée en particulier avec les jeunes Européens que nous avons rencontrés ; j'aimerais avoir votre sentiment à son propos. Elle part d'une information diffusée il y a un ou deux ans je crois par le programme Erasmus, dont je ne garantis pas la véracité mais qui fait choc : « 2,5 millions de bourses Erasmus, 1 million de bébés Erasmus ! ».

A.G. : Je confirme en avoir eu connaissance. Et l'on peut dire, de façon similaire, qu'en France l'instauration du collège unique a produit un nombre incroyable de mariages « mixtes » entre des jeunes de presque toutes origines (mais moins quand même avec des Africains).

P.L. : Ce que j'imagine est d'étendre le principe de la circulation des jeunes en Europe en profitant de la seule spécificité véritable du continent européen qui est d'être de dimensions géographiques très restreintes (on peut faire l'aller-retour d'un point à un autre dans la journée, ce qui est évidemment impossible pour quelque autre endroit que ce soit dans le monde : les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Australie, etc.). Il suffirait pour cela de donner une carte de circulation intra-européenne gratuite à tous les jeunes, disons entre 16 et 20 ans. Sans doute est-ce là une idée trop simple pour être spontanément acceptée. Mais ne serait-ce pas la meilleure façon de

³ Voir le compte rendu de cet entretien p.33-43



« Il ne faut pas prendre le risque de casser des mécanismes qui, bon an mal an, fonctionnent quand même et permettent aux Européens de vivre en paix – une situation exceptionnellement heureuse par rapport à tant de pays dans le monde ».

prendre appui sur la jeunesse pour construire une Europe sur une base délibérément humaine ?

A.G. : Je ne pourrais en effet qu'approuver l'idée d'un tel projet s'il était réalisable ! Mais est-il compatible avec la réalité des efforts susceptibles de devoir être consentis sur les budgets européens ?

P.L. : Cette proposition a effectivement un coût mais il est limité parce que sa mise en œuvre ne suppose aucune administration (c'est sans doute là sa principale faiblesse aux yeux des dirigeants !). Son seul coût est la compensation financière qu'il faudrait apporter aux grandes compagnies aériennes et terrestres de transport, ce qui pourrait sans doute être négocié avec elles en faisant valoir qu'il s'agirait essentiellement d'utiliser les places disponibles à des heures creuses.

A.G. : N'y aurait-il pas un certain paradoxe à ce que cette circulation soit possible entre les pays membres et qu'elle ne le soit pas au sein de chacun d'entre eux ?

P.L. : Je ne le crois pas parce que c'est précisément là l'idée que je suggère : favoriser de façon différentielle les voyages intra-européens par rapport à la seule circulation dans l'environnement immédiat (qui, au demeurant, est actuellement limitée).

A.G. : Et puis il y aurait quand même à gérer les frais de séjour !

P.L. : Eh bien non, précisément ! Il ne s'agirait pas du tout, comme dans Erasmus, de prévoir des séjours de longue durée, ce qui impliquerait bien sûr des frais d'hébergement. La petitesse géographique du continent permettrait de limiter la durée des déplacements en question à quelques jours voire un week-end, la question de l'hébergement se posant dès lors de façon très différente de celle d'un hébergement de longue durée.

A.G. : Dont acte ! Je ne peux, plus généralement, qu'approuver l'idée qu'il faut prendre appui de multiples façons sur la jeunesse pour construire l'Europe de demain. Et donc toute idée allant dans ce sens ne peut être que la bienvenue, même si un week-end semble bien court pour créer des liens durables ! Sauf à organiser systématiquement des *speed datings*⁴ ! Nous pouvons espérer en tout cas que les jeunes finissent par jouer pleinement le jeu qu'on est en droit d'attendre d'eux. Et je me dois de rappeler que Mai 68, ce n'est pas seulement Mai 68 en France : c'est dans toute l'Europe et bien au-delà que se sont passés des événements mémorables. Restons donc optimistes. Et puis, si tout était écrit d'avance, la vie serait d'un insupportable ennui ! ☺

**ENTRETIEN RETRANSCRIT PAR PHILIPPE LAZAR
PHOTOGRAPHIES DE JEAN-FRANÇOIS LÉVY**

⁴ « Rencontres rapides ».